

Entretien de M. Nicolas Sarkozy, Président de la République, dans le quotidien turc "Posta" du 25 février 2011, sur les relations franco-turques, la position de la France concernant une éventuelle adhésion de la Turquie à l'Union européenne et sur la situation au Proche et Moyen Orient.

QUESTION - Quel est l'objectif de cette visite ? Qu'attendez-vous de la Turquie pour le G20 ?

LE PRESIDENT - En venant en Turquie, je me rends dans un grand pays ami et allié et un pays qui joue un rôle de plus en plus actif dans les affaires du monde et un pays avec lequel la France partage des relations anciennes puisque cela fait maintenant près de cinq siècles que François Ier et Soliman le Magnifique ont noué des relations diplomatiques.

C'est aussi une visite auprès d'un partenaire incontournable du G20. Si j'ai proposé en 2008 la création des sommets du G20, c'est justement pour que des pays comme la Turquie se voient enfin reconnaître la place éminente qui leur revient dans la gouvernance mondiale.

Pour moi, venir ici, en Turquie, dans le cadre de mes consultations pour le G20, était une évidence, comme je l'ai fait avec nos plus grands partenaires, Américains, Indiens ou encore Chinois.

Le premier objectif de cette visite sera donc d'avoir une discussion en profondeur avec les plus hautes autorités turques sur l'agenda de la présidence française du G20, pour recueillir leur avis et, je l'espère, leur soutien. Vous savez que la France a fait le choix d'une présidence ambitieuse, en mettant sur la table trois sujets difficiles, mais que nous ne pouvons plus nous permettre d'ignorer car ils sont essentiels à l'équilibre et à la prospérité du monde : la réforme du système monétaire international, dont tout le monde reconnaît aujourd'hui la nécessité et la lutte contre la volatilité excessive des prix des matières premières énergétiques et agricoles : la flambée actuelle des cours des matières premières est une menace pour la reprise économique et pour la stabilité du monde et enfin, le développement, et notamment la question des financements innovants, sans lesquels la communauté internationale ne pourra pas tenir les engagements qu'elle a pris en matière de développement et de lutte contre le réchauffement climatique.

Vous me demandez ce que j'attends de la Turquie pour ce G20 : qu'elle y prenne toute sa place, qu'elle joue pleinement son rôle pour que nous puissions avancer vers davantage de coordination économique internationale au bénéfice de la croissance et de l'emploi.

Ma visite sera aussi l'occasion d'aborder, avec le Président Gül et avec le Premier ministre Erdogan, d'autres sujets d'intérêt commun. Nos deux pays travaillent en étroite coopération sur de nombreux dossiers, je pense par exemple au Liban, au processus de paix au Proche Orient, à l'Afghanistan où nos soldats combattent côte-à-côte... Sur tous ces sujets, j'attache le plus grand prix à l'avis de vos dirigeants.

Cette visite sera enfin l'occasion de faire un tour d'horizon de notre relation bilatérale dans tous les domaines, notamment au plan économique, dans la mesure où la France est le troisième investisseur en Turquie et le troisième client de votre pays, dans le cadre d'un commerce bilatéral de 12 milliards d'euros en 2010 que nous voulons encore voir s'accroître.

QUESTION - L'opinion publique turque vous perçoit comme « un dirigeant qui n'aime pas la

Turquie, qui veut la pousser en dehors de l'Union européenne ». Cette perception est-elle juste ?
LE PRESIDENT - Je connais bien la Turquie, que j'ai eu l'occasion de visiter à plusieurs reprises et que je vais retrouver avec beaucoup de plaisir. Mais la question que vous me posez est en réalité celle de la place de la Turquie au plan régional et international.

La Turquie est un grand pays. C'est un pays qui a un rôle irremplaçable à jouer : celui d'un pont entre l'Occident et l'Orient, celui d'un trait d'union entre deux mondes. Aucun autre pays ne peut tenir ce rôle, dont le monde actuel a plus que jamais besoin. Cela suppose que la Turquie conserve la place unique qui est la sienne.

C'est pourquoi je reste convaincu que la Turquie et l'Union européenne doivent entretenir des relations aussi étroites que possible sans aller jusqu'à l'intégration, qui ne profiterait en réalité ni à la Turquie ni à l'Union européenne. Dire cela, ce n'est insulter personne et ne remet en rien en cause l'estime profonde que j'éprouve pour votre pays.

En ce début du XXI^e siècle, nous ne devons pas rester prisonniers des schémas du passé.

Pourquoi ne pas imaginer un vaste espace économique et humain commun, dont l'UE et la Turquie, avec la Russie, seraient des piliers ? Je suis convaincu que nous devons inventer des solutions nouvelles, à la hauteur des défis communs qui sont les nôtres, comme ont su le faire dans le passé des visionnaires comme Mustafa Kemal.

QUESTION - Votre approche générale qui ressort de toutes vos déclarations montre que vous considérez la Turquie comme un pays du Moyen-Orient. Vous ne considérez pas la Turquie comme une composante de l'Europe. Ne poussez-vous pas [avec d'autres dirigeants étrangers] la Turquie vers un changement d'axe, si tant est qu'il existe, en l'éloignant de l'UE ? Du moins, n'y contribuez-vous pas ?

LE PRESIDENT - Ce n'est pas comme cela que je vois cette question. Je l'ai dit : pour moi, la Turquie est un pays unique car, de par son histoire, sa géographie, sa culture, elle est au carrefour de plusieurs mondes, de plusieurs héritages. Vouloir à tout prix rattacher la Turquie à un ensemble régional, quel qu'il soit, c'est déjà oublier cette spécificité, qui est une richesse unique. Et c'est sous-estimer la contribution majeure que votre pays peut apporter au dialogue entre les peuples et le rôle qu'il peut jouer en faveur de la paix.

Pour le reste, je respecte trop la Turquie pour penser qu'elle pourrait définir sa politique étrangère et ses alliances stratégiques en réaction à la question de sa relation avec l'Union européenne. Dire cela, ce serait sous-estimer la diplomatie turque, qui est une grande diplomatie, une diplomatie de principes et d'engagement en faveur de la paix et du dialogue, dans la région et au-delà.

QUESTION - La détérioration progressive de ses relations avec Israël est-elle un facteur qui entrave la capacité d'action de la Turquie dans la région ou qui y restreint son influence ? Voyez-vous la Turquie comme un pays qui agit de concert avec l'Iran, après le retrait américain d'Irak, ou comme un facteur à même d'équilibrer la montée en puissance de l'Iran ?

LE PRESIDENT - Le dialogue de la Turquie avec toutes les parties renforce l'action de la communauté internationale au service de la paix. C'est comme cela qu'elle peut peser sur le cours des événements et apporter sa contribution à la paix et à la stabilité de la région. C'est pourquoi la France souhaite que la Turquie et Israël, qui entretiennent des relations de longue date, puissent retrouver, ensemble, par le dialogue, les moyens de renouer pleinement ces relations, qui sont utiles pour toute la région. Je pense notamment au volet israélo-syrien du processus de paix, dans lequel la Turquie s'est fortement impliquée.

Quant à l'Iran, c'est un sujet de préoccupation majeur. En développant des programmes proliférants, nucléaire et de missiles balistiques, en violation du droit international, en alimentant l'extrémisme, en appelant à rayer Israël de la carte, l'Iran est devenu un problème pour la sécurité de la région et du monde. Avec ses partenaires des "Six" conduits par Mme Ashton, la France est pleinement engagée pour résoudre la crise nucléaire. Par son dialogue avec Téhéran, la Turquie peut jouer un rôle important pour aider à convaincre les dirigeants iraniens de respecter enfin leurs obligations internationales et de choisir la coopération plutôt que l'isolement. En attendant, il n'y a pas d'alternative à des sanctions croissantes. J'ajoute que l'Iran connaît,

comme tant d'autres pays de la région, une profonde aspiration à la démocratie et à l'ouverture, qui a été brutalement réprimée depuis 2009. Je pense que Turcs et Français, nous sommes d'accord pour dire que les autorités iraniennes doivent écouter le message de leur peuple.

QUESTION - Allez-vous évoquer la situation en Égypte ? Que peuvent faire la Turquie et la France pour l'Égypte ? Avez-vous un pouvoir d'influence sur les événements ?

LE PRESIDENT - Bien sûr, nous parlerons de la situation en Égypte, qui est un grand pays ami de la France et de la Turquie. Nos deux pays sont aux côtés du peuple égyptien et nous souhaitons que la transition pacifique en cours se poursuive et conduise à l'établissement d'institutions démocratiques issues d'élections libres et transparentes. Nous sommes convaincus que le monde ne peut pas se passer d'une Égypte qui soit un facteur de paix dans la région. De façon générale, la France observe, comme je le crois la Turquie, avec attention et sympathie les aspirations démocratiques exprimées par les populations de plusieurs pays du monde arabe. Les récentes évolutions dans ces pays sont autant d'appels à tous les pays réunis au sein de l'Union pour la Méditerranée à soutenir les efforts de réforme, de renforcement de la démocratie et de l'État de droit et à appuyer le développement économique. L'ambition que nous avons affichée il y a bientôt trois ans au sommet de l'Union pour la Méditerranée à Paris et les projets concrets que nous mettons en oeuvre dans le cadre de l'UpM sont plus urgents et nécessaires que jamais.

Nous évoquerons également d'autres dossiers régionaux. Je pense notamment au Liban, où nos deux pays sont très engagés. La France, comme la Turquie, est très attachée à ce que le prochain gouvernement assure la pleine indépendance et la pleine souveraineté du Liban, dans le respect de ses engagements internationaux, en particulier sur la question du Tribunal Spécial pour le Liban.

QUESTION - Vous vous opposez à l'adhésion de la Turquie dans l'Union européenne. Pourquoi, dans ce cas, soutenez-vous la poursuite des négociations ? Pourquoi ne les interrompez-vous pas ? Est-ce parce que vous ne voulez pas en prendre la responsabilité et attendez que la Turquie jette l'éponge en disant « ça suffit comme cela ! » ? Pensez-vous que la Turquie renoncera [un jour] à cette adhésion ?

LE PRESIDENT - J'ai déjà évoqué ma position sur ce point. Approfondir encore les liens entre l'Union européenne et la Turquie pour que cette relation déjà unique soit plus dense encore, plus solide, plus étroite est une nécessité. Nous devons oeuvrer en ce sens de manière concrète et pragmatique. Les négociations actuellement en cours sont à mon sens un moyen de poursuivre cet approfondissement nécessaire.